

Secrétaire d'Etat à l'Information (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Résiliation du contrat Monte-Carlo -- Image et son* [31 janvier 1955] (p. 513). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Information* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

GARAVEL (M. Joseph), *Député de l'Isère* (*R. R. S.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). = Est nommé Secrétaire de la Commission de l'agriculture [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [26 juillet 1955] (**F. n° 556**); de la Commission des boissons [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des pensions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil sur les plantations d'arbres, **n° 621**. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages et inondations survenus depuis le début de l'année dans le département de l'Isère, **n° 907**. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 902) de M. Ducos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de la France au IX^e Congrès international des industries agricoles, **n° 1863**. — Le 29 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil sur les plantations d'arbres forestiers, **n° 4530**. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs du droit de licence sur les bouilleurs de cru institué par l'article 8 de la

loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, **n° 7047**. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à autoriser tous les hôpitaux à créer des cliniques ouvertes, **n° 8579**. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 431) de MM. Dulin et Longchambon, sénateurs, portant création d'attachés agricoles, **n° 9088**. — Le 15 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de l'Isère, **n° 9725**. — Le 27 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de l'Isère, **n° 11340**.

Interventions :

S'excuse de son absence [12 novembre 1953] (p. 4969). = Obtient un congé [12 novembre 1953] (p. 4969).

GARDEY (M. Abel), *Député du Gers* (*R. R. S.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1954] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 985) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (II : Services financiers), **n° 1511**. — Le 21 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 985) et la lettre rectificative (n° 1609) à ce projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (II : Services financiers), **n° 1645**. — Le 14 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 984) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonc-

tionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (I : Charges communes) **n° 2038**. — Le 22 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 984) et les lettres rectificatives (nos 2088-2154) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (I : Charges communes), **n° 2189**. — Le 26 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2176) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 985) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (II : Services financiers), **n° 2220**. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2339) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 984) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (I : Charges communes), **n° 2350**. — Le 5 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 892) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Finances) en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, **n° 2366**. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4259) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (II : Services financiers), **n° 4539**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4258) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (I : Charges communes), **n° 4822**. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4935) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4259) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (II : Services financiers), **n° 5188**. — Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5165) donné

par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4258) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (Charges communes), **n° 5207**. — Le 12 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. le rapport (n° 67) (fait au cours de la précédente législature) sur : a) le projet de loi relatif au contentieux administratif; b) les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif. (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs); II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux (n° 54) relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; de MM. Maurice Grimaud et Prelot (n° 3337) relative au contentieux administratif, **n° 5855**. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6762) et les lettres rectificatives (nos 7011 et 7117) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, **n° 7202**. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7402) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6762), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, **n° 7418**. — Le 9 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2326) portant statut de la magistrature, **n° 8878**. — Le 4 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9294) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, **n° 9379**. — Le 10 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9294) et la lettre rectificative (n° 9437) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, **n° 9441**. — Le 9 décembre 1954, un rapport au nom de

la Commission des finances sur l'avis (n° 9583) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8 n° 4630) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, n° 9677. — Le 20 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 2214) tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, n° 9777. — Le 20 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 6866) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement du personnel pénitentiaire, n° 9778.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur le premier alinéa* [7 septembre 1951] (p. 7041) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7460, 7461, 7462) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; FINANCES, en qualité de *Rapporteur* [23 novembre 1951] (p. 8464) ; Chap. 10-80 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Transformations d'emplois)* (p. 8465) ; Chap. 32-20 : *Demande de rétablissement des crédits pour le parc automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 8472) ; P. T. T. : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Subvention d'équilibre pour les P. T. T.)* [23 décembre 1951] (p. 9680) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur* [23 décembre 1951] (p. 9701) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Lois cadres, refonte de l'Etat, réforme des sociétés nationales, de la sécurité sociale, politique de salut public)* [3 janvier 1951] (p. 63, 64). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Equilibre de la balance*

des comptes, stabilisation des prix) [6 mars 1952] (p. 1191). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la gravité de la situation financière, l'amnistie fiscale, le déficit des sociétés nationales)* [2 avril 1952] (p. 1747, 1748) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FINANCES (Services financiers), en qualité de *Rapporteur* [4 novembre 1952] (p. 4703) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Direction de la coopération économique (Commandes off-shore)* (p. 4705) ; Chap. 33-92 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 4708) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement* (p. 4712) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1952] (p. 5702, 5703) ; *Motion préjudicielle de M. Cristofol tendant à surseoir au débat en raison de l'insuffisance du traitement des fonctionnaires et de l'échelle des traitements* (p. 5705) ; Art. 2 : *Amendement de M. Boisdé tendant à reprendre l'article créant un corps d'attachés d'administration centrale* [27 novembre 1952] (p. 5737 et suiv.) ; Art. 3 : *Amendement de M. de Montgolfier tendant à reprendre l'article relatif à la réintégration dans leur cadre des fonctionnaires détachés* (p. 5740) ; Art. 4 : *Amendement de M. Dronne relatif à la mise en retraite de quatre gouverneurs de la France d'outre-mer* (p. 5741) ; Art. 25 : *Amendement de M. Coudray tendant à étendre le bénéfice des primes à la construction aux collectivités locales et services publics qui font construire* (p. 5750) ; — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur la restauration de l'économie française par la lutte contre l'inflation, la balance du commerce extérieur, la réforme constitutionnelle)* [9 décembre 1952] (p. 6058, 6059) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Article additionnel : *Amendement de M. Wasmer tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police* [26 mars 1953] (p. 2375, 2376) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications*

de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur la nécessité de poursuivre l'œuvre d'assainissement financier et de redressement économique, la réforme constitutionnelle, la réforme électorale) [21 mai 1953] (p. 2815, 2816); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954 : JUSTICE, en qualité de *Rapporteur : Diminution du personnel pénitentiaire, regroupement des tribunaux, indemnités spéciales aux magistrats, amélioration de leur situation* [23 novembre 1953] (p. 5394 et suiv.); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Exonération fiscale sur la vente des journaux et sur les travaux d'impression)* [6 juillet 1954] (p. 3212); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur : Réorganisation des services judiciaires, décret réduisant l'indemnité forfaitaire spéciale des magistrats, amélioration de la situation des agents des services pénitentiaires, éducation surveillée* [10 novembre 1954] (p. 4911 et suiv.); Etat A, Chap. 31-21 : *Amendements indicatifs de MM. Grimaud et Gauthier (Revendications du personnel pénitentiaire)* (p. 4923); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur : Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6965); — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. SERVICE DE LA DÉFENSE NATIONALE), en qualité de *Rapporteur suppléant : Organisation du secrétariat général permanent de la défense nationale* [15 novembre 1954] (p. 4993). = S'excuse de son absence [25 septembre 1951] (p. 7617), [20 juin 1952] (p. 3099), [18 mai 1954] (p. 2472), [24 mai 1955] (p. 2918). = Obtient des congés [25 septembre 1951] (p. 7617), [20 juin 1952] (p. 3099), [18 mai 1954] (p. 2472), [24 mai 1955] (p. 2918).

GARET (M. Pierre), Député de la Somme (R. I.).

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé Président de la Com-

mission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein de la Commission supérieure des caisses d'épargne [18 septembre 1951] (**F. n° 44**); par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les intérêts des livrets de caisses d'épargne de la surtaxe progressive et le montant des livrets des droits de mutation par décès, **n° 187**. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à la suppression de la taxe sur les locaux totalement ou insuffisamment occupés, **n° 784**. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à l'exonération des droits de succession des primes à la construction, **n° 785**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-639 du 7 juin 1950 concernant la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, **n° 1080**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile relatif aux délais de procédure, **n° 1247**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la prorogation des dispositions de l'article 90 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 1248**. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 1432) modifiant et complétant la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de